

Ici, Ensemble

Le Journal de ceux qui veulent le Pays pour tous

Prix : 1 €

~ Editorial ~

QUELQUES PROPOSITIONS :

1- La capacité des gens à penser et travailler à partir de convictions et de principes pour tous.

Nous faisons depuis de nombreuses années un travail ouvert et public avec et auprès de gens différents : ouvriers avec ou sans-papiers, habitants des quartiers populaires de différentes nationalités, étudiants, intellectuels etc... Nous intervenons dans et à propos des situations qui nous semblent significatives dans les temps présents et leurs nouvelles configurations.

Nous pouvons citer :

- la question des droits pour tous et du pays pour tous que nous avons liée de façon nouvelle à la bataille pour l'abrogation de la loi CESEDA ;
- la nécessité de réduire et contraindre la présence policière quand elle se fait contre les gens, pour les humilier et les écraser ;
- la question de l'école et d'un rapport positif à la jeunesse, jeunesse pensée non comme une charge, ou dont il

faudrait se méfier, mais comme en devenir ;

- le lien, là aussi nouveau, que nous avons commencé à établir entre la guerre à l'intérieur contre une partie de la population et la guerre à l'extérieur contre de nombreux peuples (Afghanistan, Côte d'Ivoire, Libye...).
 - le travail mené autour du "*discours de Grenoble*", ce qu'il signifie comme nouvelle politique étatique (et qui, malheureusement, ne s'est pas démenti depuis).
 - "*Les Rencontres pour penser l'aujourd'hui*", comme lieu où la pensée est en partage et nous met en capacité à faire des hypothèses et propositions d'ensemble (l'état sans limite ; la question de l'attentisme à laquelle nous opposons notre propre capacité à intervenir ; ...)
- (sur tous ces points et d'autres encore, des textes nombreux et divers sont disponibles sur le site).

Nous plaçons au coeur de notre travail **la capacité des gens à penser et travailler à partir de convictions et de principes pour tous** (ce que nous

appelons une pensée-action). Ceux que nous nommons ici "**des gens**" sont les personnes (les individus) qui décident de participer de ce travail, de sa mise en place, situation par situation, et ainsi de se mettre en **capacité d'analyser, d'énoncer, de proposer, de faire**. Ce que nous appelons aussi une pensée "en intériorité".

Ce qui permet que ce travail existe dans la durée repose sur 2 points :

- Notre postulat de départ : *tout un chacun pense ou peut penser*.
- Notre indépendance : Nous ne nous adossons pas à l'état (gouvernements, partis, syndicats) pour intervenir dans les situations, nous ne sommes pas des "oppositionnels", nous comptons sur nous-mêmes et sur le travail que nous sommes capables de faire et déployer auprès des gens et avec eux.

A partir de là, "*la capacité à*" est donc envisageable et possible.

Notre travail est connu par nombre de personnes, qu'elles soient sur la ville ou ailleurs. Nous nous proposons ici de le clarifier afin de le mettre en débat avec tous ceux qui le désirent, en sentent le besoin, y trouvent un intérêt pour aujourd'hui.

2- Tout d'abord, quel est ce "nous" ici cité ?

Il ne s'agit en aucun cas d'une organisation : **nous ne sommes pas une organisation**, nous ne cherchons pas à en fonder une, même pas une organisation "d'un nouveau type". Nous ne voulons pas penser et travailler comme une organisation car nous ne cherchons ni des places ni le pouvoir.

Quand nous utilisons ce "*nous*" c'est pour parler de gens qui décident, chacun à partir de soi-même et de ses propres convictions, de travailler avec d'autres pour faire avancer des principes pour

tous, dans des situations précises, et cela publiquement.

Concrètement, il s'agit de rompre avec l'idée et la pratique selon lesquelles c'est "*l'organisation qui pense*", ce qui en dernier ressort se traduit dans la réalité par la mise en place d'une différence entre "*ceux qui pensent et décident*" et "*ceux qui font nombre et exécutent*".

Notre façon de faire c'est au contraire de partir de ce que chacun pense de la situation, pour en sortir ensemble des principes pour tous, qui parlent à tous, et sont des leviers dont quiconque peut s'emparer pour transformer la situation.

Ce qui nous rassemble n'est donc en aucune manière un "*sujet historique*" (classe, masse, peuple), ni "*un sens de l'histoire*".

"Toute organisation n'est-elle pas en dernier ressort étatique, dans le sens où elle met les gens organisés, et ceux à qui elle s'adresse, en situation d'extériorité au réel, et à la transformation possible, par les gens eux-mêmes, du sort qui leur est fait ?"

Aucune théorie de système, aucun pré-requis théorique ou organisationnel. Notre travail s'appuie sur la propre décision de chacun(e), sur des convictions et des principes qui s'élaborent au fur et à mesure que des gens, confrontés à des

situations, s'en donnent la peine.

Ce mode de fonctionnement, en intériorité au réel des situations, appuyé sur des processus solides avec les gens, est de fait incompatible avec la conception organisationnelle telle que décrite ci-dessus.

En effet, la pensée organisationnelle implique au contraire une **extériorité** à toute pensée individuelle, donc à toute situation réelle. Elle déploie un attentisme : On s'en remet au nombre, à l'organisation (qui se doit "*d'être forte*"), à la proposition d'un système contre le système existant, et en dernier ressort à une conception étatique des choses.

Nous pouvons donc légitimement poser la question : *Toute organisation n'est-elle pas en dernier ressort étatique, dans le sens où elle met les gens organisés, et ceux à qui elle s'adresse, en situation d'extériorité au réel, et à la transformation possible, par les gens eux-mêmes, du sort qui leur est fait ?*

3- Bref retour sur la notion d'organisation.

Pendant longtemps, en fait depuis le marxisme pensé et pratiqué comme système, la force organisée des gens, plus particulièrement des ouvriers en tant que classe (le prolétariat), du peuple, ou des masses, a fonctionné comme la réponse possible contre l'exploitation, les guerres coloniales et impériales, les inégalités. La classe ou le peuple s'organisaient du point de l'Etat, que ce soit pour le renverser, le prendre ou le détruire. L'organisation était le lieu qui permettait cela (Parti de classe et d'avant-garde, Conseils ouvriers, Soviets...). Dans ce cadre là, le centre reste l'état, et ce ne sont ni les principes, ni la capacité des gens à les porter situation par situation et dans la durée qui sont en travail.

L'organisation définit la ligne politique et permet la conscience. La politique, ici entendue comme possibilité d'émancipation des gens, n'est alors envisageable que par une intervention extérieure aux situations : on va expliquer, conscientiser, convaincre, faire adhérer à quelque chose, etc...

La pensée des gens eux-mêmes, militants ou non, ne peut exister que pour appliquer la ligne politique, elle n'a aucune possibilité de déployer son propre espace, ancré dans les situations précises et dans la mise en oeuvre inventive des convictions personnelles.

Dans tous les cas, la question de l'Etat est la question centrale et fondatrice de l'organisation. Toute pensée lui est assignée et soumise.

C'est ce qui nous amène à conclure que toute organisation est **par nature** étatique, au sens où elle s'inscrit à minima dans le champ prescrit par l'état.

L'idée "*qu'il n'y a de politique qu'organisée*" a structuré toutes les tentatives populaires et intellectuelles du XX^e siècle. Cette affirmation reste vraie si on se situe dans un projet de destruction ou de prise de l'état. Ce n'est pas notre cas, notre champ n'est pas l'état, mais la vie des gens. Nous proposons donc de rompre avec cette

pensée et les pratiques qui en découlent.

Cela ne fait pas pour autant de nous des "spontanéistes", dans le sens où il suffirait de se rencontrer, de se parler, de faire, de "bouger", pour qu'existe une pensée en intériorité, une "capacité à". Non, il y a des conditions à cela. Certaines sont énoncées dans ce texte.

4- Néanmoins, l'Etat reste une vraie question dans le sens où il faut savoir à quoi nous avons affaire.

L'Etat (*le gouvernement, les partis, la presse, les syndicats...*) a aujourd'hui un discours unique, une pensée unique, même s'ils sont énoncés à plusieurs voix. Toutes les organisations de l'état travaillent dans le même sens : essayer de convaincre les gens qu'il n'existe qu'un seul lieu de pensée, de décision, de "savoirs" possible : l'Etat, c'est à dire ceux qui se proclament "*responsables*" et "*experts*" de nos vies.

Il s'agit de faire en sorte qu'aucune proposition, qu'aucun principe qui parle pour tous, ne soit possible à formuler et ne soit entendable par le plus grand nombre. Le principal travail de l'Etat aujourd'hui, c'est de faire que les choses ne changent pas : les puissants restent puissants, les autres doivent accepter et se soumettre à "la loi du plus fort".

Les élections sont un des principaux moyens à sa disposition pour faire adhérer tout un chacun au fait qu'en dernier ressort, il n'y a que les lieux de l'Etat pour penser, décider, agir, et nous enfermer dans la seule chose qui nous est permise : choisir une partie du personnel de l'Etat.

Dans ce que nous proposons, il n'est pas question du "personnel" de l'état, mais de sa politique et du fait qu'il ne doit pas être le seul lieu de décisions et de pensée.

L'état et les gens, les gens et l'état :

Quand nous parlons des "*gens*", nous parlons de "*tous ceux qui sont là*" et non d'un sujet pré-établi ou à constituer.

Il est clair aujourd'hui qu'il y a l'Etat et "*ceux qui sont là*" : la séparation est consommée, irrémédiable, c'est ce que

nous avons analysé comme la mise en place de l'état sans limites, où seul le rapport policier à la population est proposé. On y adhère ou non.

Nous n'allons pas redire ici quel rapport nous proposons à l'état, si ce n'est que nous travaillons sur le point suivant : **ce qui se passe et ce qui est possible du côté des gens, n'est pas une affaire entre les gens et l'état, mais une affaire des gens entre eux.** Une capacité des gens à énoncer ce qu'ils veulent pour tous, autour de principes porteurs d'égalité a obligatoirement des effets sur ce que fait ou non l'état.

Ainsi, la prescription sur l'état devient possible, mais n'est pas principale : elle n'est qu'une conséquence de l'existence "d'une capacité à" du côté des gens. Nous développons ce point à partir d'un exemple précis dans l'article "*Comment travaillons-nous ?*"

5- Arrivés à ce point, sur quoi s'appuyer ? Tout repose sur la mise en travail des convictions et des principes.

Pour résumer :

Nous ne voulons pas faire système, dire "*ce qui est bien pour tous*". Les principes "pour tous" que nous formulons ne sont pas des prescriptions pour la vie des gens, mais des repères pour intervenir dans les situations.

C'est la décision de mettre en oeuvre sa propre conviction qui est première, et non une idée intemporelle ou une quelconque spéculation philosophique.

Nous partons de nous, de ce que nous voulons, ce qui nous amène à rencontrer l'état, mais sur les points que nous décidons, sur la base de nos propres affirmations. Cela nous libère de l'impuissance générée par la posture oppositionnelle, «anti ce qui existe» et ses incantations ("un autre monde est possible" ou bien "le système est pourri, il faut changer de système" etc...).

Ce que nous proposons se construit pas à pas, et il y a des conditions à cette construction :

Il s'agit de

- la mise en oeuvre
- par ceux qui le veulent
- de principes pour tous
- à partir de ses propres convictions
- dans des situations réelles,
- avec les gens tels qu'ils sont,
- et tels qu'ils sont capables de les faire vivre dans des séquences précises en partant de ce qu'ils veulent.

Pour cela, situation par situation, des lieux se mettent en place, lieux où se pensent et s'élaborent les principes, où se décide le travail à faire.

Ce que nous appelons "lieux" n'est pas figé : ça peut être des réunions, des assemblées, des rencontres, des interventions publiques... **qui tous s'inscrivent dans une durée et des processus.** Ils ne sont inféodés à rien d'autre qu'au travail que leurs participants se fixent et fournissent.

La notion des lieux, pensés ainsi, est à investir comme un possible pour la pensée-action.

En conclusion : si notre proposition de départ est juste (pensée-issuée des processus et du travail engagé-qui permet "*une capacité à*"), il faut accepter de ne pas avoir les réponses à toutes les questions, cela à la différence de la politique où un système est proposé, ou d'une idéologie à laquelle adhérer.

On avance séquence par séquence, mais on avance ! pour peu qu'une capacité à mener ce travail soit maintenue et refondée continuellement.

Nota : *Ce n'est là que l'ébauche d'une réflexion en cours. Des éléments de son avancée seront publiés au fur et à mesure sur le site. Vous trouverez aussi dans ce numéro un article présentant des exemples concrets de notre travail. Tous ces points, sur lesquels nous fondons cette "façon de faire" qui nous est propre, et cette recherche de nouveaux chemins pour aujourd'hui doivent beaucoup aux travaux de Sylvain Lazarus.*

Jean-Louis

Comment travaillons-nous ?

Beaucoup de gens ont du mal à comprendre ce qu'il y a de particulier et de nouveau dans notre façon de travailler. Soit ils croient que c'est juste de la théorie, qu'on ne fait que parler et se réunir, soit ils pensent qu'on est localistes, que notre travail n'a pas de portée, n'a pas d'effet à long terme.

Il nous a donc semblé important d'essayer d'expliquer la façon dont on travaille, ce qu'elle implique et les résultats obtenus, en nous appuyant sur des exemples précis, passés et actuel.

1- Le problème n'est pas de dire 'il faut' et d'attendre après les autres, mais de dire : "Ca je n'accepte pas" et décider de faire soi-même. C'est le premier point.

Comment ça se donne ? Par exemple, en mai, Guéant, Ministre de l'Intérieur, a déclaré haut et fort que *"les enfants d'immigrés font baisser le niveau scolaire des français"*. A la rentrée, Châtel le Ministre de l'Education Nationale veut trier les enfants, pour repérer dès l'âge de 5 ans les enfants qui seraient "à risque" et "à haut risque". Comme beaucoup de gens dans le pays, on est choqués, en colère. On a la conviction que tous les enfants présents sur le territoire sont des enfants du pays, et doivent être pris en compte.

Lors d'une réunion à la rentrée, un ami avance l'idée que c'est à nous les adultes de défendre les enfants. On décide alors de lancer une campagne, qui se déroule actuellement sur ce point, on fait un texte ensemble, on le diffuse sur les marchés du quartier, devant les écoles, etc...

Une association de parents d'élèves nous contacte pour intervenir sur une situation précise : le non-remplacement d'un poste de maître RASED sur 3 écoles du quartier. Au cours de la discussion, les mamans expliquent pourquoi elles tiennent au maintien de ce poste (voir texte sur notre site). Une manif *Tour des*

écoles est organisée, à laquelle participent une bonne cinquantaine de parents, qui se termine par une assemblée sur la place, où des mamans réaffirment leur volonté que les besoins des enfants soient pris en compte. Le travail se poursuit (à voir sur notre site).

Qu'y a-t-il de significatif dans cet exemple ?

Tout d'abord, les mamans ont pris elles-mêmes les choses en main, elles n'ont pas attendu que d'autres s'y mettent. Cela les rend indépendantes en particulier dans les négociations avec les représentants de l'état (Rectorat, mairie, etc...)

Elles partent du réel, c'est-à-dire des enfants et du bilan largement positif de l'expérience du RASED, pour affirmer ce qu'elles veulent : le maintien d'un maître spécialisé à plein temps sur les 3 établissements concernés. Cela leur permet de tenir le fil de leur bataille face aux arguments des experts de l'éducation nationale. Elles s'appuient sur la conviction que leurs enfants sont importants, comme le sont tous les autres enfants du pays, et trouvent les mots pour le dire. C'est un point de force considérable, car toute la politique actuelle contre les enfants s'appuie sur le mépris et la mise à l'écart d'une partie de ces enfants, désignés comme "inéducables", "futurs délinquants", "scolairement inadaptés", etc... et de leurs parents.

Par leur mobilisation, les mamans démontent, dans les faits, toute cette propagande : elles montrent leur implication pour la scolarité des enfants, elles montrent leur existence dans le pays et leur capacité à discuter d'égal à égal, sur la base du réel, avec les responsables politiques et institutionnels, elles affirment par la pratique que elles-mêmes et leurs enfants font partie du pays, et doivent être pris en compte. L'une d'elles tire le bilan suivant de la manifestation *Tour des écoles* : *"On a montré que nous les parents ne sommes pas*

démissionnaires, mais que c'est bien l'état qui est démissionnaire".

Le travail se poursuit pour obtenir un poste à temps plein (le rectorat a accordé un demi poste) et au-delà, pour défendre les enfants.

Voilà un exemple en cours de ce que signifie pour nous *"intervenir dans une situation précise à partir de principes pour tous"*.

C'est un travail de longue haleine, qui n'existe que parce que des gens le font exister.

2- C'est un travail entre les gens, à distance de l'état :

On part de nous, de ce qu'on veut pour tous, et on le fait vivre. Cela nous amène à discuter avec des représentants de l'état, et à formuler des prescriptions sur l'état lui-même, **mais il s'agit là d'une conséquence, et non du but de notre action.**

Par exemple, si on prend la question des sans-papiers, qui sont persécutés par l'état : *"ouvriers oui, immigrés non" ; "Nous sommes ici, nous sommes d'ici, on ne part pas !" ; "On construit le pays, Sarkozy le détruit !"* Voilà quelques-unes des idées qui sont sorties du travail du Rassemblement des ouvriers sans papiers, gens d'ici et leurs amis, réunis pour faire vivre le principe : "QUI VIT ICI EST D'ICI".

Cela a permis aux sans-papiers du Rassemblement de tenir face aux contrôles et aux persécutions, cela leur a permis lors de rencontres avec les secrétaires généraux de la préfecture de discuter à égalité, sur des principes de droit pour tous, et non comme des mendiants demandant une faveur. C'est au nom de ces principes que nous pouvons dire qu'il faut l'abrogation de la loi CESEDA et de toutes les lois d'exception, c'est une conséquence, non un but.

Et c'est aussi au nom de ces principes que nous étudions régulièrement le CESEDA et ses modifications successives, et que nous tenons une permanence juridique pour conseiller les étrangers confrontés à cette loi,

Un autre exemple, peut-être plus clair : la mobilisation contre les contrôles systématiques des ouvriers de chantier aux ronds-points du Mirail pour chercher les sans-papiers : On a fait un texte pour expliquer la situation, dans lequel on a appelé tous ceux qui le voulaient à se joindre à nous, le matin aux heures de contrôles

pour occuper les ronds-points concernés. Ce type de contrôles a cessé. Certains diront que ce n'est rien, mais pour les ouvriers empêchés d'aller travailler à cause de cette menace, c'était énorme, et c'est pour ça qu'on l'a fait. On ne s'est pas affrontés à la police, on a juste pris la place, et affirmé ce qu'on voulait : que la police laisse les ouvriers travailler.

Il y a beaucoup d'autres exemples. L'important, c'est qu'ils montrent qu'on peut transformer les choses, avec nos principes. Le fait de ne pas se mettre face à l'état, mais de partir de nous, de nos convictions a pour conséquence de déplacer les lignes : **l'état n'est plus le centre de décision et de pensée, nous construisons autre chose, à partir de nous-mêmes, en dehors de lui, et c'est là notre force.**

Ce travail que nous faisons est un travail de longue haleine, on construit les choses dans la durée, sur des bases solides. Il n'y a pas de recette, c'est un travail sans filet, où les choses se font parce que des gens décident de les faire, où il n'y a comme structure organisée que des lieux créés pour intervenir dans des situations précises et qui ne durent que le temps nécessaire à ce travail, où il n'y a pas ceux qui savent et ceux qui font, mais juste celles et ceux qui ont décidé d'en être.

Il n'y a pas de recette, mais il y a des conditions :

- Il faut le décider
- Elaborer des principes pour tous
- Travailler sur nous-mêmes, adossés à nos convictions et non adossés à l'état (partis, syndicats, médias)
- Dans des situations précises, c'est à dire accrochées au réel.
- Créer un lieu collectif de réunions/décisions/interventions pour penser la situation et y intervenir et en être le temps nécessaire.

C'est un travail exigeant, mais moins épuisant et plus gratifiant que de courir après un rêve, ou de se précipiter après tout ce qui bouge, ou de se désespérer à attendre l'homme ou le parti providentiel, ou le grand jour de la révolution.

Ca permet d'être dans le réel, d'avoir prise sur le réel. Mais il faut accepter de penser les choses autrement, en partant de soi-même, de ses convictions, et de sa propre responsabilité.

Ca marche, c'est possible, c'est faisable, puisqu'on le fait.

Brigitte, Zoubida, Pierre

La seule opposition possible à la guerre, c'est la capacité des gens à intervenir dans les situations, à partir de principes pour tous.

1- La guerre de l'état, ce n'est pas pour "sauver" des gens, c'est pour les tuer.

Si on prend l'exemple de la guerre en Libye, dont les médias et les politiques nous serinent que c'est une guerre « juste », une guerre « humanitaire », pour « protéger les civils », quelle est la réalité ? C'est le bombardement des civils, des morts, des blessés, des invalides ; c'est des gens à la rue, réfugiés, exilés, affamés et démunis. C'est la destruction du pays au sens propre : villes bombardées, coupures d'électricité, d'eau, populations déplacées, économie arrêtée, factions et bandes armées, absence de commandement militaire et d'unité politique : tout est en place pour une guerre civile !

Les milliers de personnes, africains et libyens, qui ont fui les combats pour chercher à se réfugier en Tunisie ou en Europe, ils ne sont pas des civils eux aussi ? Leurs vies à eux ne comptent pas pour l'OTAN, qui les laisse se noyer sans donner l'ordre à ses bateaux de les secourir, et elles ne comptent pas plus pour l'ONU dont l'OTAN tire son mandat.

2- En réalité, la guerre en Libye n'avait pas pour but d'aider le peuple libyen,

Son objectif véritable était de mettre un coup d'arrêt aux mouvements du "printemps arabe" : la France s'est précipitée, car elle a été surprise par la Tunisie et l'Égypte. Les états occidentaux ont eu peur de la capacité des gens à se lever et à dire ce qu'ils veulent et ils ont pris les devants pour la Libye : pour rendre les libyens incapables de construire un pays libre, ils se sont arrangés pour donner le pouvoir aux politiciens, démolir la Libye et diviser durablement les libyens. Et ensuite, ils se battent entre eux pour arracher les contrats de

reconstruction et d'exploitation des ressources du pays !

Il faut voir clair : les puissants écrasent les pauvres, il n'y a rien à attendre d'eux, leur solution n'est jamais pour les gens, pour les peuples, mais contre eux. C'est en nous qu'il faut trouver la solution.

3- La guerre instaure le fait qu'il y a des populations qui comptent et d'autres qui ne comptent pas.

Les puissants écrasent les pauvres et cela devient normal. La guerre c'est aussi pour faire accepter cette normalisation-là à tout le monde, le fait que seul l'état saurait ce qu'il faut pour les gens, ici comme ailleurs.

C'est lui qui dit qui compte et qui ne compte pas : par exemple la volonté de faire disparaître les Roms, de les rayer du pays, sans la moindre considération du droit communautaire, et encore moins de la Convention des droits de l'homme !

En dehors de toute logique de droit, c'est l'exception qui devient la règle. C'est pour ça qu'on peut dire que c'est la même politique de l'état, la même pensée, ici comme à l'extérieur : **la guerre est la seule réelle proposition que l'état fait aux gens.** On le voit à l'extérieur, avec les guerres menées par la France en Côte d'Ivoire, en Afghanistan, en Libye... et on le voit à l'intérieur :

- une partie des gens sont désignés comme des ennemis : les étrangers sans-papiers, qui prendraient le travail des français, les musulmans qui mineraient notre civilisation, les malades mentaux, les jeunes des quartiers populaires, les Roms, etc...

- Des lois spéciales sont appliquées à ces groupes de gens, comme la loi CESEDA, la loi LLOPSI, la Loi de Réintégration de Sûreté, etc...
- L'armée patrouille dans les villes, dans les stations de métro, devant les écoles etc...(Plan Vigipirate).

Personne ne croit sérieusement que des patrouilles militaires empêcheront les bombes, ce n'est pas le but. Le but, c'est de créer un climat de guerre, d'y habituer la population. Cela va avec le tri entre ceux qui seraient "méritants" et les autres, cela va avec le fichage et la surveillance généralisés ; cela pénètre tous les rouages de la société pour créer une société de la peur et de la méfiance, une société de guerre.

Les états modernes se sont tellement séparés des gens que pour eux, une "bonne" société est capable d'éliminer des millions de gens, jugés "en trop". On arrive à l'apogée d'un processus qui s'est installé depuis une trentaine d'années, notamment avec la mise en place "du problème immigré", et qui s'appuie sur le silence et la passivité des gens, y compris ceux à qui ça ne plaît pas.

Ce qui arrive ici, comme en Afrique ou au Maghreb, c'est la responsabilité des gens eux-mêmes .

Si on veut que des choses changent, il faut s'y mettre. Il faut que les gens parlent, sortent eux-mêmes la solution, parce qu'elle ne peut pas venir d'ailleurs que d'eux. Il ne faut plus laisser l'état décider, on doit sortir la réalité, parler pour tous ; expliquer "*qu'on ne cherche pas la guerre, on cherche la paix*", et montrer ce que ça veut dire, concrètement :

l'opposition à la guerre, plutôt que la paix qui est une idée très vague, c'est la capacité des gens, de chacun, à intervenir dans la situation, à partir de principes pour tous, comme : **Toutes les populations doivent compter, chaque personne doit compter, il n'y a pas de gens "en trop" .**

Il faut dire la vérité sur la guerre en Libye, et l'abandon criminel des réfugiés, dire la réalité des guerres en cours à l'extérieur, et démonter le mensonge de la guerre "humanitaire"....

C'est essentiel, parce que beaucoup de gens laissent l'état décider pour eux, et sont totalement démunis ensuite face aux conséquences de ces décisions. Ils n'en discutent même pas la logique et ne la reconnaissent pas quand elle leur est appliquée, pour les éliminer dès qu'ils se retrouvent en difficulté (chômage, maladie, précarité, difficultés scolaires des enfants ...)

Tant que les gens ne seront pas capables de dire ce qu'ils veulent, ce qui est bien pour eux, c'est l'état qui le dit, et c'est la guerre. Dans une telle situation, il n'y a pas d'autre levier pour casser la logique de guerre, que la capacité des

gens, la capacité de chacune et chacun de nous, à dire et faire autre chose que la guerre. Cela se donne dans tous les domaines de la vie quotidienne, et cela nécessite de réfléchir les situations, d'en discuter

pour pouvoir ensuite s'affirmer comme responsable de ce qui arrive, et dire ce que l'on a à dire sur la situation, pour la transformer.

C'est comme ça qu'on travaille. On a identifié une série de situations que vivent les gens comme étant des situations de guerre à l'intérieur : la persécution à l'encontre des sans-papiers, les attaques contre les habitants des quartiers populaires, contre les étrangers et en particulier leurs enfants, des occupations policières des quartiers et des marchés, etc...

Cela nous a permis d'intervenir dans ces situations comme nous sommes intervenus ensuite contre la guerre en Libye, du côté des gens, de ce qui leur arrive, de notre volonté que chacun soit compté.

Nous n'avons pas besoin de l'état pour nous dire si nous comptons ou pas, ***parce que nous avons décidé de compter.***

Brigitte, à partir de réunions de travail



IL FAUT DEFENDRE LES ENFANTS, C'EST NOTRE RESPONSABILITE.

- Un Ministre de l'Intérieur qui accuse les «*enfants d'immigrés*» de faire baisser le niveau scolaire des autres,
- Un Ministre de l'Education qui veut des l'âge de 5 ans trier les enfants entre ceux pour qui il n'y a «*rien à signaler*», ceux qui seraient «*à risque*» et ceux qui seraient «*à haut risque*»,
- Des classes surpeuplées, la suppression des dispositifs d'aide comme les RASED,
- Une politique de mépris des parents et des enfants (on a même vu des policiers enlever à des mamans Rom leurs bébés qu'elles allaitaient, sous prétexte que, devant mendier pour vivre, elles ne pouvaient pas s'en occuper !)

Voilà quelques exemples de la façon dont nos enfants sont considérés : comme des charges, des ratés, des inutiles, des futurs délinquants, «*inassimilables*» et dangereux.

Nous disons : Ca suffit ! **Les enfants des quartiers populaires sont des enfants du pays.** Nous refusons qu'ils soient exclus, méprisés, maltraités, discriminés. Nous sommes des habitants des quartiers populaires, adultes avec ou sans enfants, et nous avons décidé de prendre la parole pour défendre les enfants de nos quartiers, et au-delà, tous les enfants du pays. Parce que si nous, nous ne nous levons pas pour les défendre, pour leur permettre d'être fiers d'eux et de se construire un avenir, qui le fera ? **Les enfants, c'est le pays en devenir : suivant comment on les traite et les forme, c'est déjà mettre en oeuvre le pays que l'on veut.**

Nous nous sommes réunis et nous avons dégagé 4 points sur lesquels nous vous proposons de réfléchir, de discuter, et d'agir :

1°) Si des enfants sont en échec à l'école, ce n'est pas la responsabilité des parents : c'est à l'école que les enfants passent le plus clair de leur temps et c'est à l'école de faire le nécessaire pour permettre aux enfants d'apprendre dans de bonnes conditions. Il faut arrêter de culpabiliser les parents et les enfants en échec : si on dit sans arrêt à un enfant qu'il est nul, il ne va sûrement pas progresser. Si l'institution dénigre sans arrêt ses parents, le traite toujours lui et sa famille comme des étrangers, il aura beaucoup de mal à se sentir «*intégré*» ! Beaucoup d'enseignants se battent contre ça, mais ils ne peuvent pas tout : **Il faut se mêler de ce qui se passe à l'école**, pour que les enfants puissent y étudier correctement. L'école est un lieu de vie et de formation, elle est à tous les habitants.

2°) Etranger, c'est un statut administratif. Même si certains d'entre nous ne sont pas français, nous sommes tous d'ici : **on n'est pas étranger au pays, ni nous, ni nos enfants.** C'est très important de penser cela, parce que la façon dont chacun se considère va modifier le regard des autres. L'état veut trier les gens, y compris les enfants, les habituer à l'idée qu'ils ne peuvent pas vivre ensemble, qu'ils ne peuvent pas s'entendre. Si on se pense étranger au pays, on prépare et on justifie la ségrégation. **Français ou non, nous sommes tous d'ici, nous devons compter à égalité avec n'importe qui d'autre dans le pays.** Affirmer cela permet d'éviter la mise à l'écart et les affrontements.

3°) On n'a pas à avoir honte de nous-mêmes. Il n'y a pas de honte à être pauvre, ni à avoir du mal à l'école, ni à être étranger ou à ne pas avoir de papiers en règle. Etre ouvrier, travailler durement pour nourrir sa famille, ne pas avoir de travail, ou être précaire, ce n'est pas honteux. **Mais maltraiter des enfants, les insulter, les mépriser, cela oui, c'est honteux !** S'engager pour les enfants, pas seulement les siens, mais tous les enfants, pour qu'ils soient respectés et traités correctement, voilà un motif de fierté.

4°) Ce qui se passe, c'est de notre responsabilité. Si nous, les adultes, on ne se lève pas pour défendre les enfants, qui le fera ? Les attaques sont violentes, nombreuses. Beaucoup de parents sont dépassés, démunis, commencent à baisser les bras et à se désespérer. Beaucoup d'enfants se dégoûtent, pensent qu'ils n'y arriveront jamais, ne font plus d'efforts, ou se conduisent mal... Il est plus que temps de réagir ! C'est pour ça qu'on s'est réunis et qu'on a fait ce premier texte, avec les 4 points.

Ces 4 points sont des principes, des guides pour intervenir dans les situations concrètes. Mais ils sont aussi à discuter en tant que tels, pour que chacun s'en empare, prenne position et les fasse vivre. Nous nous sommes organisés pour mener une campagne là-dessus dans les quartiers, devant les écoles, les marchés, etc... Venez nous y rencontrer, discuter, y participer, voir ensemble comment faire avancer ces principes dans les situations concrètes. **C'est le seul chemin pour devenir capables d'affronter la situation, et mettre en place un travail pour défendre les enfants ! C'est ce qui peut permettre à la jeunesse de se structurer de manière positive.**

Ceux qui veulent le pays pour tous

L'égalité de traitement entre les gens est un principe essentiel.

Pour faire vivre ce principe, soyons capables d'empêcher l'application du CESEDA et de gagner son abrogation !

1) Une loi d'exception, c'est une loi qui n'est faite que pour une partie de la population d'un pays. Cela crée entre les gens d'un même pays des droits différents : l'égalité de traitement est jeté à la poubelle, remplacée par un tri administratif. Une telle loi crée une méfiance, une séparation, un fossé, une incompréhension entre les gens. Police et justice sont mobilisées pour encadrer la population concernée, et imposer l'application de la loi, ce qui dans les faits se traduit par une véritable persécution et un traitement hors du droit général.

La loi CESEDA est une loi d'exception : elle justifie la traque des personnes maintenues sans-papiers et elle permet de traiter de manière différenciée des gens qui vivent dans le même pays suivant leur nationalité ou leur origine.

Tout le monde en connaît les effets : l'état ne reconnaît plus la vie de gens qui vivent, travaillent, étudient, se soignent ou se réfugient ici. C'est le refus de donner des titres de séjour, c'est la possibilité d'enlever ces titres après des années de présence, c'est l'enfermement de gens qui n'ont commis aucun délit contre quiconque, et c'est l'expulsion.

Des milliers de vie sont rayées juridiquement, ne sont plus reconnues, elles sont mises entre les mains de la police qui peut de plus en plus en disposer comme elle l'entend !

Cette loi existe depuis 2004, sous la gauche elle s'appelait RESEDA. Elle devient, année après année, de plus en plus dure et criminelle.

2) Quand on accepte une loi d'exception, elle devient peu à peu la règle générale, la norme à appliquer partout.

Le CESEDA a profondément transformé le pays, en bafouant le respect des gens, en instaurant dans le quotidien de chacun l'idée que des vies ne comptent pas, qu'une vie n'est pas égale à une autre vie. On est passé de la sinistre proposition de "*l'immigration choisie*" à la pratique de "*l'élève choisi*", du "*malade choisi*", de "*l'ouvrier choisi*"... Les exceptions légalisées par le CESEDA contre la partie non européenne et rom de la population se sont peu à peu généralisées dans tous les domaines. Des exemples :

- La loi justifie qu'on peut laisser des gens mourir alors qu'on sait les soigner : des gens gravement malades sont expulsés et donc voués à la mort dans leur pays d'origine. En faisant une telle loi l'état se dédouane de toute responsabilité quand à la protection des gens faibles et souffrants. Cela permet par ailleurs d'expliquer à tout le monde "*qu'il n'y a pas d'argent pour la santé*", donc d'instaurer petit à petit, mais très vite, le fait que tout le monde ne puisse pas se soigner de la même façon ! Même si en même temps il y a des millions qui

sont débloqués pour bombarder des populations (Afghanistan, Libye...) qui n'ont jamais demander qu'on s'occupe d'elles de la sorte ! des centaines de gens sont tués dans les bombardements.

- les décisions de police passent de plus en plus avant la justice ;
- La mise en place des 35.000 expulsions par an justifie et banalise les contrôles au faciès, qui normalement sont interdits (une véritable chasse à l'homme est mise en place par la PAF, police aux "frontières") ;
- Les gens qui travaillent ou cherchent du travail sont devenus des suspects : les papiers sont envoyés en Préfecture pour vérification, les employés deviennent des auxiliaires de police ;
- Les mineurs ne sont plus protégés, la FRANCE les expulse illégalement. Pour les autres, français ou étrangers, on leur construit des prisons spéciales au détriment d'un travail éducatif et d'une protection de la jeunesse ;
- La mise en place du CESEDA et son acceptation par la population permet aux différents gouvernements de dire que "*si il y a problème*", c'est la faute des gens eux-mêmes : ainsi ceux qui brûlent dans un immeuble vétuste n'auraient que le résultat de leur présence ici ; de même que si des enfants ont des problèmes à l'école, c'est parce qu'ils n'auraient pas la "*bonne origine*" : **ainsi l'état n'est plus jamais responsable de ce qui arrive aux gens : c'est l'existence des gens eux-mêmes qui pose problème** (il n'y a pas de problème de pauvreté, mais des problèmes avec les pauvres ; pas de problème avec l'avenir des jeunes, mais des problèmes avec la jeunesse ; quand les Roms fuient la persécution très dure dans leur pays (villages incendiés), ici aussi il faut les traquer, les rafler, séparés les enfants des parents, et les expulser parce que **c'est leur existence même qui pose problème aux Etats**).
- Quand la loi d'exception devient la norme, cela implique aussi d'accepter que les puissants soient traités à part, en privilégiés.

3) Que peut-on faire ?

◇ **Se prononcer soi-même sur quel pays on veut, quels droits pour les gens** : On le voit bien, le CESEDA ne concerne pas uniquement les gens sans-papiers ou étrangers et il ne s'agit pas de s'apitoyer ou de "soutenir" les gens attaqués, mais bien de soi-même prendre position pour combattre le CESEDA sur le fond, c'est-à-dire la conception du pays et le type de société qu'il instaure. **Il ne s'agit pas non plus de s'en remettre à d'autres pour agir ou penser à notre place. On n'en est plus à la représentation**, mais bien à la décision personnelle de chacun, qui engage envers soi-même et envers les autres.

◇ **Tenir ensemble des principes qui parlent et agissent pour tous, comme le principe d'égalité de traitement**. C'est à partir de là qu'on peut penser et intervenir dans les situations précises. Faire vivre un principe pour tous dans une situation particulière, voilà le point qui transforme la situation, de façon réelle et durable, et non comme coup d'éclat médiatique, soufflé après lequel on est encore plus à plat.

◇ Nous avons la pratique de ce travail. Nous savons en particulier que le faire avancer, **c'est une affaire entre les gens eux-mêmes, une affaire de convictions et de décision, et non une affaire entre les gens et l'Etat**.

Il existe des lieux pour traiter ces points et les faire avancer. Ils sont ouverts à tous ceux qui veulent, librement, y travailler

•



POUR NOUS RENCONTRER :

- ⇨ LE RASSEMBLEMENT TIENT DES PERMANENCES JURIDIQUES
TOUS LES LUNDIS DE 17H À 19H

- ⇨ NOUS SOMMES PRÉSENTS LES DIMANCHES
AU MARCHÉ SAINT-SERNIN, DE 11H À 12H

- ⇨ DES REUNIONS REGULIERES SE TIENNENT LE SAMEDI
ET LE VENDREDI 18H, A REYNERIE

- ⇨ POUR PLUS D'INFOS NOUS JOINDRE AU : 06-13-06-94-62 OU
NOUS ÉCRIRE À : ouvriersgensdici@free.fr

- ⇨ SUR INTERNET, RETROUVEZ-NOUS SUR : <http://ouvriersgensdici.free.fr> ou
<http://www.ouvriersgensdici.net>

~ SOMMAIRE ~

- ◆ *Editorial : "Quelques propositions ", Page 1 ;*

- ◆ *"Comment travaillons-nous ?", Page 5 ;*

- ◆ *"La seule opposition à la guerre, c'est la capacité des gens...", Page 7 ;*

- ◆ *"Il faut défendre les enfants", Page 9 ;*

- ◆ *"L'égalité de traitement est un principe essentiel , Page 10 ;*